

- ◆ Pour commencer, comment analysez-vous la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée Nationale?
- Comme tout le monde, j'ai été surprise. Le Président ne disposant pas de majorité absolue à l'Assemblée, son gouvernement a fait adopter ses principaux textes grâce au 49.3. Même si c'est constitutionnel, j'estime que

c'est malsain pour le débat démocratique. N'étant pas, jusque-là, parvenu à élargir sa majorité, avait-il d'autres choix? Non.

- ◆ Le score du Rassemblement National aux élections européennes n'a-t-il pas précipité les choses?
- Très certainement. Si tant de Français et de Corses
- votent pour le RN c'est bien qu'il y a des problèmes. La diminution du pouvoir d'achat reste une réalité pour les insulaires (coût de l'énergie, inflation...). La crise migratoire n'est, hélas, pas une illusion. Elle menace déjà l'Europe et bientôt la Corse. Pour répondre à l'inquiétude des Corses, il faut réagir en changeant les lois. J'y suis prête!
- ◆ Vous vous présentez « sans étiquette ». Pour quelles raisons?
- Afin de pouvoir rassembler. Pour moi, comme pour beaucoup d'électeurs insulaires, les partis, c'est terminé! J'ai appris de mes fonctions à la Mairie, à la ComCom que seul comptent le travail de terrain, les projets et les réalisations. Je suis une élue qui tire sa crédibilité et sa légitimité de son action. Pas des partis. Pour autant, j'ai mes convictions et des valeurs avec lesquelles je ne transigerai jamais. Le souci de la Corse et des Corses en tête.
- ◆ Que reprochez-vous au député sortant, que feriezvous de différent si vous êtes élue?
- Depuis le début de la mandature, 266 textes ont été présentés. Il a pris part au vote de seulement 50 d'entre eux. Plus étonnant encore, il n'a pas voté la réforme de la formation des sage-femmes, ni le plan de lutte contre la pénurie de médicaments, ni la loi en faveur du grand-âge et de l'autonomie. Pas plus



que celle accordant un revenu digne aux agriculteurs. Une fois élue, je compte m'investir et peser dans les débats nationaux en plus du dossier Corse. C'est la seule façon d'être un relai efficace entre les Corses, l'Etat et les collectivités insulaires. Ma principale différence c'est d'être une femme libre et de pouvoir défendre les causes qui me semblent justes.

- ◆ Vous avez choisi, comme en 2022, Pierre Castellani pour vous suppléez. Pourquoi?
- Pierre est un élu, un chef d'entreprise et un père de famille en qui j'ai toute confiance. Il partage mon inquiétude relative à l'abandon de l'intérieur. Notre expérience et notre connaissance du territoire est un

atout. La 2ème circonscription est principalement rurale et je m'engage à travailler au retour des services publics et à soutenir de nouveaux projets structurants, comme la couverture numérique de la circonscription qui est inégale.

◆ En 2022, vous étiez déjà candidate. Deux ans après, comment comptez-vous

VALÉRIE BOZZI

Interview exclusive

gagner cette élection?

Mes adversaires ne parlent que de la Corse. Moi, je souhaite parler des Corses, de leurs espoirs comme de leurs difficultés, à se loger, à trouver un emploi, à s'épanouir. Le développement économique est l'angle mort des programmes de mes concurrents. Sur le processus d'autonomie c'est d'abord avec la population qu'il faut débattre. Et ensuite avec le futur gouvernement. Par ailleurs, si la question du rural m'inquiète, je n'oublie pas les quartiers d'Ajaccio qui ont besoin d'attention. En lien avec la municipalité, je relèverai le défi sécuritaire et social. Si j'ai décidé d'être à nouveau candidate c'est pour mettre toute mon énergie au service de mon territoire et de notre pays. Les questions internationales ne doivent pas être négligées et je suis la seule, dans cette élection, à défendre une position équilibrée tant sur la guerre en Ukraine que sur le conflit au Moyen-Orient.